



Jagdish Bhagwati

The Wind of the Hundred Days

How Washington Mismanaged Globalization
Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2000,
xxiv + 383 p., 32,95 \$ (toilé)

Des contributions novatrices et de vaste portée à la théorie des échanges et à l'économie du développement ont, pour citer Paul Samuelson, marqué l'avènement de l'«époque Bhagwati». Bhagwati est devenu un avocat passionné du redressement des torts de la politique économique dans les pays tant industrialisés qu'en développement, en consacrant à cette question de nombreux articles publiés dans la presse populaire. Comme ses précédents ouvrages du même genre, celui-ci s'adresse aux lecteurs non spécialistes. Avec clarté, humour et finesse, les essais instruisent les lecteurs sur les questions économiques complexes et l'importance des politiques économiques qui influent sur leur bien-être.

Bhagwati traite plusieurs thèmes autour de la notion centrale qu'«une économie optimale et une société meilleure... allient les marchés et la démocratie». Cela implique le libre-échange et la liberté de choix en matière d'économie et de politique et moins d'intervention de l'État dans l'activité économique.

Le thème de loin le plus nouveau, qui a de vastes implications dans le monde intégré d'aujourd'hui, est l'«asymétrie entre le plaidoyer pour le libre-échange et le plaidoyer pour le libre mouvement des capitaux». Bhagwati souligne que la libéralisation des échanges et celle des flux de capitaux, surtout des flux à court terme, sont des activités distinctes et que les économistes et les responsables des

politiques ont eu tort de les traiter comme si elles ne faisaient qu'un. Tandis que les restrictions sur le commerce des biens entraînent des pertes d'efficacité, il n'en va pas de même de la mobilité des capitaux, dont les flux sont souvent associés à ce que l'historien économique Charles Kindleberger a souvent qualifié de «paniques» et de «psychoses». Bhagwati s'appuie sur une somme imposante d'observations démontrant que, tandis que le libre-échange a entraîné d'immenses gains d'efficacité dans les pays, la mobilité des capitaux ne profite pas aux pays en développement si leurs systèmes financiers ne sont pas bien développés et leurs dispositifs réglementaires bien ajustés. Il critique le gouvernement des États-Unis pour avoir encouragé le FMI à insister sur la convertibilité des monnaies aux fins des opérations en capital dans les pays émergents et autres pays en développement. Cette critique de Bhagwati semble avoir entraîné un assouplissement de la position du FMI sur la convertibilité au cours des deux dernières années.

Parmi la pléthore d'explications données au «miracle» est-asiatique, Bhagwati démontre de façon convaincante qu'il peut être attribué à la stratégie de promotion des exportations menée par ces pays, laquelle a entraîné une forte hausse de l'investissement. Il rejette sans façons d'autres théories, faciles — voulant, par exemple, que la croissance de l'Asie de l'Est ait été uniquement due à l'accumulation de capital, et non au progrès technique (Paul Krugman), ou à la politique du secteur industriel consistant à «déformer les prix» (Alice Amsden et Robert Wade). Bhagwati conteste la théorie selon laquelle la crise financière est-asiatique de 1997 a été le fruit de la collusion, en établissant une distinction opportune entre la corruption génératrice de rentes et la corruption par le partage des bénéfices : cette dernière, conjuguée aux politiques économiques tournées vers l'extérieur a, d'après lui, eu pour effet, de propulser la croissance rapide et soutenue en Asie de l'Est.

Bhagwati traite de l'«inversion des rôles», ou comment les responsables de la politique économique, les politiciens et les «porte-parole» de la société civile changent souvent de position dans les débats sur la mondialisation. Pendant

les années 50 et 60 dans les pays industrialisés, ces groupes chantaient les louanges des économies ouvertes, du libre-échange et d'un ordre économique international libéral. Mais, dans les années 90, ils dénonçaient le libre-échange avec le même aplomb, déclarant que le commerce avec les pays pauvres produirait davantage de pauvres chez eux. Bhagwati démolit cet épouvantail de la paupérisation avec lequel le gouvernement Clinton et les politiciens des États-Unis ont semé l'inquiétude. Pendant les années 50 et 60, en revanche, les intellectuels et politiciens des pays en développement voyaient l'indifférence et des intentions perverses dans les interactions du commerce et de l'investissement avec l'économie mondiale. Dans les années 90, leurs craintes quant au libre-échange s'étaient dissipées, en partie à cause des réussites apparentes des économies est-asiatiques et en partie à cause des conditions liées à l'assistance financière du FMI et de la Banque mondiale qui ont encouragé les pays emprunteurs à ouvrir leurs économies et à libéraliser leurs échanges.

Ce volume met en valeur l'humour acéré de Bhagwati, sa formidable maîtrise de la langue (qui rappelle John Maynard Keynes), son intime compréhension des rouages sociaux et politiques et son infailible considération pour le bien-être de l'humanité. Son livre atteste aussi la justesse de son affirmation : «L'économie, c'est de la littérature directement ancrée dans les faits». Il semble demander aux politiciens myopes et aux organisations non gouvernementales qui sèment la panique dans le monde entier de se ressaisir, faisant écho au personnage principal du *Théâtre de Sabbath*, de Philip Roth : «On peut être jeune une fois, mais immature pour toujours.» Bhagwati a eu un plaisir non dissimulé à écrire ce livre, et ses lecteurs en auront sûrement à lire.

Deena Khatkhate

Couverture : Groupe de la Banque mondiale, Robert Rathe et Denio Zara.

Illustrations : Dale Glasgow, pages 24 et 44; Massoud Etemadi, page 31; Michael Gibbs, pages 36 et 48; Groupe de la Banque mondiale, page 52.

Photos : Groupe de la Banque mondiale, page 2; Tony Stone Images, pages 6-7; Howard Sochurek/Timepix, page 20; Michael Spilotro, photos des auteurs; Pedro Márquez, livres.



Michael Edwards
Future Positive
International Co-operation
in the 21st Century

Earthscan Publishers, London, 1999 (repr. 2001, Stylus Publishing, Sterling, Virginia), xii + 292 p., 20 £/29 \$ (toilé)

L'«appropriation» est un *leitmotiv* du développement depuis quelque temps, l'idée étant que les stratégies et programmes de développement, au lieu d'être imposés de l'extérieur, doivent être assumés à part entière par les pays en développement eux-mêmes. L'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) — menée par la Banque mondiale et le FMI avec un large appui de la communauté internationale — contient des éléments dans ce sens. Une condition importante est que la société civile participe à l'élaboration des stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté. Pour favoriser l'appropriation, le projet de document de stratégie doit aussi être entièrement préparé par les autorités du pays en développement, et non pas par les organisations internationales ou des consultants externes, à la grande différence de ce qui se faisait auparavant.

Michael Edwards pousse encore beaucoup plus loin l'idée de la coopération, dans laquelle il voit le fondement d'un développement réussi et, en dernier ressort, d'un monde pacifique et prospère. Dans ce livre généralement très sensé, il fait valoir non seulement que le jeu du marché est essentiel à la libre transmission des signaux économiques dans une économie moderne et, donc, à la crois-

sance et au développement, mais aussi qu'il faut des gouvernements efficaces pour ne pas oublier les objectifs sociaux et environnementaux. Le raisonnement d'Edwards sur ce point s'appuie sur l'important corpus d'ouvrages consacrés au communautarisme, au capital social et à la nécessité de guider le capitalisme et la mondialisation vers des objectifs sociaux et environnementaux.

Edwards oppose à l'*interventionnisme*, qui caractérise la plupart des formes d'aide humanitaire et d'aide au développement, un esprit de *coopération*, qui se distingue par l'humilité des donateurs et un processus de décision large et inclusif dans les pays en développement. Il propose de remplacer par des relations d'égal à égal l'attitude condescendante si courante dans les

«La coopération est le fondement d'un développement réussi et, en dernier ressort, d'un monde pacifique et prospère.»

pays riches à l'égard des pays en développement et le modèle de relation donateur-bénéficiaire qui sous-tend la plupart des programmes d'aide. L'auteur souligne qu'une bonne gouvernance doit être ouverte à la diversité, au sein des pays et entre eux. À la différence de ceux qui, comme l'expert en sciences politiques de Harvard, Samuel Huntington, voient des différences fondamentales entre les peuples et le «choc des civilisations», Edwards perçoit l'émergence d'un large consensus dans le monde sur les valeurs fondamentales qui peuvent former la base d'une véritable coopération.

Edwards, avec ses vingt-six ans d'expérience à Oxfam, Save the Children, la Banque mondiale et la

Ford Foundation, est le plus convaincant lorsqu'il traite des programmes et projets de développement et du rôle des organisations non gouvernementales. Puisant dans une mine d'exemples pour valider sa thèse, il explique que les programmes et projets imposés de l'extérieur se révèlent souvent inutiles, tandis que les projets indigènes peuvent faire une grande différence.

Mais quand il parle de capitalisme humanisant et de l'avenir de la gouvernance dans le monde, ses arguments sont moins pertinents et moins convaincants. Par exemple, il souligne l'importance d'une «voix égale pour tous» sans guère indiquer comment on peut y parvenir. Dans bien des parties du monde, une démocratie véritable et opérante peut être extrêmement difficile à construire. La réalité est que les organisations internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, comme bien des donateurs, doivent traiter avec les gouvernements en place, dont beaucoup sont loin d'être parfaits dans la manière dont ils représentent les intérêts de leurs concitoyens.

Publié en 1999, ce livre préconise des changements dans les institutions internationales, dont certains ont déjà été acceptés et sont en train d'être apportés. Par exemple, Edwards ne peut qu'approuver les efforts actuels fournis par ces institutions pour accroître la transparence et publier davantage d'informations, ce qui peut améliorer substantiellement les conditions d'une participation réelle de la société civile dans les pays en développement.

Il est intéressant de noter qu'Edwards souscrit à l'un des principes de coopération fondamentaux du FMI — à savoir que l'aide extérieure est importante pour donner aux pays en développement une plus grande «marge de manœuvre» pour trouver la meilleure manière de résoudre leurs problèmes. Le FMI met temporairement des ressources à la disposition des pays qui se heurtent à des difficultés de balance des paiements afin de leur donner une «bouffée d'oxygène» le temps qu'ils trouvent le moyen de rétablir l'équilibre de leur économie.

Gregory Dahl



William Easterly

The Elusive Quest for Growth

Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2001, 342 p., 29,95 \$ (toilé)

Depuis cinquante ans, les économistes cherchent à déterminer comment les pays pauvres des régions tropicales pourraient atteindre des niveaux de vie proches de ceux de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Cette quête est motivée par le contraste frappant,

disons même affligeant, entre la misère des pauvres et le confort des riches. On a proposé ou essayé des remèdes en tous genres — aide extérieure, investissement en machines, éducation, contraception et annulation de dettes, pour en nommer quelques-uns —, mais aucun n'a répondu à ses promesses. Les pays pauvres n'ont simplement pas eu la croissance escomptée. En fait, dans la région où la pauvreté a reçu le traitement le plus intensif, l'Afrique subsaharienne, la croissance a été nulle, tandis que, dans d'autres régions, elle a subi les effets d'un développement erratique et de crises.

Dans ce livre plein de vitalité, Easterly, conseiller senior à la Banque mondiale et ancien conseiller de la rédaction de *Finances & Développement*, explique que le problème n'est pas dû à une défaillance de la science économique, mais au fait que les principes économiques ne sont pas mis en pratique. Trop souvent, écrit-il, les économistes vendent des formules qui violent ce principe fondamental de l'économie : les entreprises privées aussi bien que les responsables publics et les particuliers — et même les don-

neurs d'aide — répondent aux incitations. Si nous veillons à ce que les bonnes incitations soient données à toutes les parties concernées, le développement suivra.

Easterly note la déception générale face au manque de progrès, qui a conduit des contestataires désenchantés en Occident à prôner le renoncement à cette quête. Cela n'est pas acceptable, souligne-t-il : « Tant qu'il y aura des pays pauvres sous l'emprise de la maladie, de l'oppression et de la faim ... et tant que la recherche intellectuelle produira des moyens de les rendre plus riches, la quête devra continuer. »

Écrit pour tous, ce livre contribuera dans une mesure importante à faire comprendre une question vitale à un plus large public. L'auteur l'illustre avec bonheur de ses « intermezzos » : instantanés de la vie quotidienne dans le tiers-monde qu'il glisse entre deux chapitres pour nous rappeler que « ce sont les souffrances et les joies d'être humains bien réels qui sous-tendent la quête de la croissance, et c'est pour eux que nous la menons ».

Ian S. McDonald



Économie et coopération vont de pair

La coopération est indispensable au succès d'une économie mondialisée. Les monnaies et les économies de nos pays, de même que nos vies, sont unies par des liens d'interdépendance. Nous vous invitons à en découvrir toute la signification en visitant le Centre d'accueil du FMI, qui présente des rétrospectives historiques, films documentaires, forums économiques et séances d'information. Vous y trouverez aussi une librairie.



IMF CENTER

Pour plus de renseignements sur nos programmes et expositions, téléphonez au (202) 623-6869, ou consultez notre site www.imf.org

720 19th Street, N.W. Washington, DC 20431 (U.S.A.)